

Vous parler de la francophonie et du rôle du Canada quant à son développement est tout naturellement pour moi un plaisir, un devoir bien agréable. J'oeuvre dans ce secteur depuis maintenant un bon moment: d'abord au sein de l'Association internationale des parlementaires de langue française ou l'AIPLF, ensuite dans mes fonctions de conseiller pour les affaires francophones auprès du Premier ministre et de mon collègue le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, fonctions qui m'ont conduit à plusieurs reprises dans de nombreux pays francophones; et aujourd'hui en tant que ministre des Relations extérieures.

La francophonie peut signifier beaucoup de choses. C'est une expression qui est perçue de façon différente par les uns et les autres, selon leur sensibilité propre. Elle est chargée de beaucoup d'émotivité; elle n'a pas ce caractère neutre du "Commonwealth". Pour nous, francophones Canadiens, elle signifie ouverture sur l'autre francophone, solidarité avec ce monde extérieur francophone, partage et entraide par nos programmes de coopération. C'est aussi une volonté de maintenir bien vivante chez nous, au Canada, et à-travers le monde l'utilisation de l'une de nos langues officielles.

Tout a commencé par des initiatives à caractère privé. C'est au lendemain de la dernière guerre que s'affirmèrent ou virent le jour la plupart des associations francophones internationales. Je songe à l'IDEF (Institut de Droit d'expression française), à l'AUPELF (Association des Universités entièrement ou partiellement de langue française), à l'AIPLF (Association internationale des parlementaires de langue française), à l'UCJLF (Union internationale des journalistes de langue française), etc... A l'origine de chacune d'elles, on retrouve la présence de Canadiens francophones, Québécois, Acadiens ou Franco-Ontariens, impatients de rompre leur isolement, de tendre la main aux autres francophones du monde.

Il importait que la politique étrangère du Canada portât la marque de sa composante française. De même que dans l'après-guerre immédiat, notre appartenance au Commonwealth britannique canalisait vers l'Inde et l'Afrique de l'Est une bonne part de la coopération canadienne, de même à compter des années '60 l'aide canadienne au développement fut dirigée vers les nouvelles républiques francophones de l'Afrique occidentale. Quand fut mis sur pied en 1970, à Niamey au Niger, le premier organisme